



10/09/98

Monsieur le Président de  
La Cité Moderne

rue de la Gérance, 8  
1000 Bruxelles

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

29.331/I/II/PN  
30.034/23/II/PN  
30.046/16/II/PN  
AMC/RV

Monsieur le Président,

En sa séance du 10 septembre 1998, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a consacré un examen à diverses plaintes déposées contre le fait qu'à l'occasion de son 75<sup>e</sup> anniversaire, votre société ait édité une brochure établie uniquement en français.

Les plaignants invitent la CPCL à compléter son avis d'une mise en demeure à l'intention de votre société, et à fixer un délai dans lequel la nullité de l'acte posé doit être constatée.

Si, ce délai écoulé, votre société n'a pas acquiescé à la demande des plaignants, ceux-ci demandent l'application de l'article 61, § 8, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

\*  
\* \*

Vous avez signalé à la CPCL que (traduction):

*"... la cause de l'unilinguisme de cette brochure est son coût. La brochure n'est pas destinée au grand public, mais bien aux gens de métier et à quiconque s'intéresse à l'ensemble architectural que constitue La Cité Moderne. Nous envisageons de faire réaliser la traduction de cette brochure dans le courant de l'année...".*

\*  
\* \*

En application de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> - 2°, et § 2, alinéa 2, des LLC, et conformément à la jurisprudence de la CPCL, les LLC sont d'application aux sociétés de logement locales, sauf en ce qui concerne l'organisation des services, le statut du personnel et les droits acquis par ce dernier (cf. avis 25.140/II/PN du 15 décembre 1994).

Conformément à la jurisprudence constante de la CPCL, les sociétés bruxelloises de logement doivent suivre le même régime linguistique que les services locaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

La CPCL estime que la brochure incriminée constitue une communication au public et doit dès lors être établie en français et en néerlandais (cf. article 18 des LLC).

Elle estime que les plaintes sont recevables et fondées, mais prend note de votre intention de faire traduire la brochure dans le courant de 1998.

La CPCL vous invite à lui communiquer la suite que vous réserverez au présent avis.

La CPCL estime qu'il n'est pas nécessaire, dans ce dossier, d'acquiescer à la demande des plaignants relative à l'application de l'article 61, § 8, des LLC.

Copie de cet avis est notifiée à monsieur Ch. Picqué, ministre-président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, monsieur E. Tomas, secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale chargé du Logement, monsieur P. Van Ackere, directeur général de la Société du Logement de la Région bruxelloise et monsieur L. Van den Bosssche, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, ainsi qu'aux plaignants.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.



Le président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS